



SOMMAIRE

Qualité de vie au travail (QVT) : l'UNSA demande la mise en place d'un accord à durée indéterminée p.1

Des femmes et des hommes engagés à vos côtés p.2-3

L'UNSA s'engage dans la bataille référendaire du NON à la privatisation d'ADP p.4



QUALITÉ DE VIE AU TRAVAIL (QVT) : L'UNSA demande la mise en place d'un accord à durée indéterminée !

Suite au CUEP du 11 juin 2019 un nouvel avenant a été ouvert à la signature des organisations syndicales représentatives pour maintenir d'une part les mesures existantes jusqu'au 31 décembre 2019 et d'autre part, ouvrir des négociations pendant cette période avec l'objectif affiché des signataires d'aboutir à un nouvel accord.

L'UNSA, la CFDT et la CGC ont signé le 20 juin 2019 avec le Directeur général cet avenant comportant 47 mesures, à l'inverse de la CGT et du SNUP qui sont, une fois de plus, restés aux abonnés absents !

L'accord est donc majoritaire* et applicable.

L'UNSA souhaite que le prochain accord soit à durée indéterminée et que les mesures expérimentales, notamment la semaine de 4 jours et la suppression des bornes de badgeage le matin et le soir, deviennent définitives et ouvertes à tous les personnels.

L'UNSA participera activement à cette négociation et sera force de propositions pour améliorer la qualité de vie au travail des personnels publics et privés de la CDC.

L'objectif de l'UNSA est de permettre aux personnels de mieux concilier leur vie professionnelle et leur vie personnelle en disposant de plus de souplesse possible dans leur organisation quotidienne.

*Organisations signataires : UNSA 34,11% - CFDT 23,20% - CGC 6,91%.

* Non signataires : CGT 20,54% - SNUP 10,94%.

Cosog 2020



>LOISIRS
>ENFANCE
>SOLIDARITÉ

Des femmes et des hommes engagés à vos cotés toute l'année et sur tous les sites de la CDC pour faire évoluer les prestations du Cosog en 2020 !

L'UNSA S'ENGAGE DANS LA BATAILLE RÉFÉRENDAIRE DU NON À LA PRIVATISATION D'ADP (AÉROPORTS DE PARIS)

L'UNSA a lancé au niveau national une campagne de mobilisation de ses structures syndicales dans la signature au référendum d'initiative partagé sur la proposition de loi.

4,7 millions de signatures sont nécessaires pour contraindre le Parlement à examiner la proposition de loi (présentée en application de l'article 11 de la constitution) visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris.

Parce qu'ADP est un enjeu de souveraineté de la France dans ses infrastructures stratégiques de mobilité, parce qu'ADP est une entreprise rentable (son cours en bourse a été multiplié par 3,5 depuis 2006), **l'UNSA Groupe CDC soutient totalement cette initiative et appelle ses adhérents et sympathisants à signer cette pétition en ligne.**

www.referendum.interieur.gouv.fr/soutien/etape-1

Avec l'UNSA je dis

NON

à la privatisation
d'Aéroports de Paris

Je signe
la pétition

www.referendum.interieur.gouv.fr

UNSA
Libres ensemble

